CDEN du mardi 06 novembre 2018

Un ministre sur tous les fronts, des annonces à foison, une réalité budgétaire bien triste pourtant. L'Éducation n'est plus la priorité du gouvernement. Le verdict est tombé, loin des effets de manche, des postes sont supprimés dans les ministères qui prennent en charge la jeunesse :

- Moins 1 800 postes dans l'Education nationale,

- Moins 50 dans l'enseignement agricole (ce qui représente une suppression similaire à celle de l'Éducation Nationale),

- Moins 1 600 envisagés, sur le quinquennat, dans le champ Jeunesse et Sport.

La coupe est franche et nette. Dans l'Education nationale, le chiffre des suppressions de postes cache des situations différentes : - 2 450 postes dans le 2nd degré confronté à une hausse démographique, - 400 postes d'administratifs s'ajoutant à celles de l'an dernier et + 2 325 postes dans le 1er degré. Ce budget marque symboliquement une rupture dans la politique gouvernementale. Déshabiller l'un pour habiller quelque peu l'autre est donc la boussole qui pilote le ministère de l'Éducation Nationale. **Qu'en sera-t-il dans la Loire ?**

Devons-nous à nouveau craindre pour les RASED amaigris depuis l'ère Sarkozy sans véritable cure de jouvence sous la gouvernance Hollande ? Ceci pour rappeler la situation tendue des psychologues scolaires sur les secteurs comme Feurs, les Ovides Saint Etienne. Sans oublier les composantes indispensables que sont les postes E et postes G de chaque réseau.

Le besoin en postes est évident, les réserves sont au plus bas. Allez-vous, Mr le Préfet, Mr le DASEN, effacer l'opposition ville-ruralité qui inquiète fortement la société civile ligérienne ? En ce qui concerne la scolarisation des enfants de 2 ans, un bilan devait être effectué en novembre sur le travail coopératif IEN/écoles. Qu'en est-il ?

L'UNSA Éducation place la laïcité au cœur de son projet éducatif. Il est donc impératif de faire vivre la laïcité partout à l'école, et d'en faire la matrice d'une politique éducative capable de réduire les inégalités sociales et de favoriser la réussite de tous les élèves. Cependant, la scolarisation obligatoire des enfants de 3 ans inquiète fortement l'UNSA Education quant au financement de celle-ci. C'est un cadeau sans précédent fait à l'école privée sous contrat.

Ce n’est malheureusement pas la seule inquiétude qui envahit le monde de l’éducation : report de la carte REP/REP+, flou dans la mise en place de la réforme du lycée, accumulation d’annonces (sécurité, salaire au mérite, violences en milieu scolaire, gestion humaine de proximité…). La forme prend le dessus sur le fond et les collègues sont en attente de réponses claires. Toutes les déclinaisons départementales de ces problématiques sont attendues avec appréhension … Les personnels de l’éducation sont démotivés, désabusés et bien loin de l’école de la confiance.

Pour l’Unsa Education, Dominique Furnon, Véronique De Haro et Maëlle Laurent